

Unité interdépartementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU

SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU, le 19 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



EVIALIS FRANCE

Zone du Chapeau
BP 60518
56000 VANNES

Références : 2022-526_INSP_Evalis – Longué Jumelles_RAP
Code AIOT : 0006302306

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2022 dans l'établissement EVIALIS FRANCE implanté ZI de la Métairie 49160 LONGUE JUMELLES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EVIALIS FRANCE
- ZI de la Métairie 49160 LONGUE JUMELLES
- Code AIOT : 0006302306
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Présentation du site de Longué-Jumelles

Le site a fait l'objet d'extensions de magasins en 89, 94 et 2004.

Le bâtiment administratif a été créé en 1996.

Depuis 2019, le site fait partie du groupe ADM.

Evalis France comprend 80 personnes et 2 sites - 1 à côté d'Avignon et l'autre à Longué-Jumelles.

Le terrain du site de Longué Jumelles s'étend sur 3,5 hectares.

L'exploitation est réglementée par l'Arrêté Préfectoral du 26/03/2013.

Il était certifié ISO 50001 depuis octobre 2018.

Ce processus a été arrêté en 2020 mais sera repris.

46 salariés sont rattachés à l'établissement dont 11 personnes sur la partie business et 32 personnes sur la partie industrie.

La capacité de production est d'environ 80 000 tonnes par an (90 000 tonnes prévues l'an prochain et 100 000 tonnes à terme).

La livraison est sous-traitée.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la visite précédente
- Fonctionnement des installations de transfert de grain
- Installations électriques
- Protection des mieux récepteurs (confinement eaux incendies)
- Rejets d'eaux pluviales
- Disponibilité et entretien des moyens d'intervention
- Vérification des niveaux sonores
- Séparation des déchets
- Rétention
- Modification des installations
- Dossier de ré-examen IED

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

-

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|--|--|--|---|-----------------------|
| 2 | E4 - 2014 - Fonctionnement des installations de transfert de grain | Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 10.1.9 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 12 mois |
| 6 | E3 - 2018 - Installations électriques | Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 9.2.4 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 1 | E2 - 2014 - Protection des mieux récepteurs (confinement eaux incendies) | Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 9.5.4 | / | Sans objet |
| 4 | E1 - 2018 - Rejets d'eaux pluviales | Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 5.7.2 | / | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 5 | E2 - 2018 - Disponibilité et entretien des moyens d'intervention | Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 9.5.2 | / | Sans objet |
| 7 | R1 - 2018 - Vérification des niveaux sonores | Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 7.4 | / | Sans objet |
| 8 | Séparation des déchets | Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 6.2 | / | Sans objet |
| 9 | Rétention | Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 9.4.2 | / | Sans objet |
| 10 | Modification des installations | Arrêté Préfectoral du 30/07/2021, article R. 181-46 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--------------------------|---------------------------------------|--|-------------------|
| 11 | Dossier de ré-examen IED | Code de l'environnement du 11/05/2017 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De nombreux écarts anciens n'ont pas été levés. Deux points font l'objet d'une proposition de mise en demeure (risques sur les installations électriques et éléments de sécurité sur les élévateurs et bandes de transports).

Il convient aussi de régulariser de manière rapide les modifications intervenues sur le site ou prévues et mettre à jour la situation administrative.

2-4) Fiches de constats

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 9.5.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, confinement eaux incendies |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Oui |
| Prescription contrôlée : Confinement des eaux incendie Volume minimal 780 m ³ Étude sous 6 mois à compter du 26/03/2013 Travaux et échéancier de réalisation |
| Constats : <u>Constat 21/11/2014 :</u> L'étude prescrite n'a pas été transmise à l'IIC. L'exploitant indique cependant avoir travaillé le sujet et déterminé les moyens à mettre en place. En l'espèce, il propose la mise en place de barrages mobiles (barrières) pour confiner les eaux d'extinction dans les bâtiments dans la mesure où ceux-ci sont déjà équipés de murets en dehors des portes. Il fait part également de la budgétisation des travaux en 2015. → l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées son étude justifiant que la solution présentée permet de répondre à la prescription et notamment au volume prescrit (780 m ³), cette transmission sera accompagnée de ses propositions techniques et d'un échéancier de réalisation. <u>Constat le 06/12/2018 :</u> Deux options sont envisagées : mise en place de barrières amovibles ou création d'un bassin spécifique. L'option création du bassin apparaît privilégiée mais le coût est beaucoup plus élevé. L'exploitant indique que le choix final sera prochainement validé (investissement listé au tableau des investissements transmis dans le cadre du porter à connaissance des modifications). En cas d'utilisation de barrières, l'exploitant devra solliciter l'avis du SDIS (prise en compte des contraintes d'intervention). → En fonction de la réponse du SDIS, l'exploitant s'engage à fournir l'échéancier de réalisation du système de rétention qu'il aura choisi. L'échéancier sera transmis durant le premier trimestre 2019. <u>Constat le 04/10/2022 :</u> L'exploitant indique qu'il a écarté la solution des barrières. Il a présenté deux devis des sociétés TPPL et Durand pour l'implantation de bassins de confinement. Le coût s'élève d'environ 129 000 à 159 000 euros TTC. Le calcul du volume demande cependant à être vérifié précisément d'autant que l'exploitant prévoit une extension. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant : - d'affiner le calcul du volume de confinement d'ici la fin de l'année 2022 en abordant le thème de la régulation des eaux pluviales ; - de réaliser les investissements nécessaires d'ici la fin 2023. Si cet échéancier n'était pas respecté, l'inspection des installations classées proposerait au préfet de mettre l'exploitant en demeure sur ce point. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 10.1.9 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Déport de sangles et bandes |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Oui |
| Prescription contrôlée : Élévateurs munis de déports de sangles et transporteurs de déport de bandes Bandes de type normé en cas de remplacement Contrôleurs de rotation |
| Constats : <u>Constat du 21/11/2014 :</u> Les installations ne sont pas équipées de détecteurs de déports de sangles et bandes. Un plan de mise en conformité a été initié. → l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées son programme de travail pour la mise en conformité de ses installations avec les dispositions de cet article de l'arrêté préfectoral. <u>Constat du 06/12/2018 :</u> Par courrier du 19 janvier 2015, l'exploitant avait adressé un plan de mise en conformité sur 3 ans allant jusqu'en 2018. En parallèle, il s'engageait à étudier la mise en œuvre de capteurs de température sur les joues de tête d'élévateurs (solution qu'il juge plus fiable que les capteurs de débords). Lors de la visite du 06/12/2018, il apparaît que du retard a été pris sur le planning envisagé en 2015 : - capteurs de température mis en place pour la nouvelle ligne et les élévateurs E1 et E2 (raccordement automate à mettre en place) - mise en place début 2019 pour E3 et E4 - au premier trimestre 2019 pour E5 – E6 et E9 L'exploitant devra justifier que les mesures prises apportent des niveaux de sécurité au moins équivalents à celles initialement prévues. Par ailleurs, l'exploitant confirme qu'il a bien pris en compte l'obligation faite par son arrêté préfectoral d'installer des bandes de transporteurs conformes en cas de remplacement des bandes anciennes. Les bandes des convoyeurs sont changées en fonction de leur état. 1 bande a déjà été changée, mais il en reste 11 anciennes à remplacer à terme. → L'exploitant informera l'inspection de la finalisation des travaux de mise en place des détecteurs et du fonctionnement de ces derniers, d'ici la fin du 1er trimestre 2019. <u>Constat du 04/10/2022 :</u> L'exploitant a présenté un état des lieux concernant les élévateurs. 3 élévateurs sur 15 sont munis de détecteurs de déport (E2 à E4) ou de capteurs de température. Les autres E1 et E5 à E15 ne le sont pas. L'exploitant n'a pas présenté d'état des lieux concernant les déports de bandes des transporteurs le remplacement des bandes ou les contrôleurs de rotation. Il est donc proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter cette disposition (conformité concernant les déports de sangles des élévateurs, les déports de bandes des transporteurs et la conformité des bandes de transporteurs remplacées ainsi que les contrôleurs de rotation) sous 12 mois. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 12 mois |

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 5.7.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Oui |
| Prescription contrôlée : VLE PH de supérieur à 5,5 à inférieur à 8,5 MES 30 mg/l DCO sur effluent non décanté 120 mg/l HCT 5 mg/l |
| Constats : <u>Constat 06/12/2018 :</u> Le compte-rendu d'analyse des rejets des séparateurs (dernier en date du 30/10/2016) montre des écarts de conformité par rapport aux valeurs données dans l'arrêté d'exploitation. Séparateur principal : - DCO = 215 mg/l contre 120 mg/l autorisés - MES = 43 mg/l contre 30 mg/l autorisés L'exploitant indique que la mise en place d'un décanteur en amont du séparateur est prévu Séparateur secondaire : - MES = 50 mg/l contre 30 mg/l autorisés → Les prélèvements pour l'année 2018 ont été faits. L'exploitant devra les communiquer à l'IIC. En cas de non-conformité, l'exploitant devra également transmettre son plan d'action pour mise en conformité. <u>Constat le 04/10/2022 :</u> L'exploitant a remis un bulletin d'analyse pour le rejet principal du 05/01/2022. Les résultats sont conformes mais limites pour les MES : 30 mg/l. Le site dispose d'un autre point de rejet pour lequel aucun résultat de mesure n'était disponible. Une analyse sur le 2 ^{ième} point de rejet est à transmettre à l'inspection des installations classées. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 9.5.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité et entretien des moyens d'intervention |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Oui |
| <p>Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, colonne sèche par exemple).</p> <p>Constats : <u>Constat le 06/12/2018 :</u> Le rapport de contrôle Desautel de novembre 2018 montre que la prise de raccordement en eau de la colonne sèche, au premier niveau, est HS. Les rapports de vérification des extincteurs et RIA (juin 2018) font état de non-conformités en ce qui concerne les RIA (fuites, pressions dynamiques insuffisantes). Le rapport de contrôle de détection incendie de mars 2018 faisait état de deux détecteurs défectueux remplacés en juillet 2018 (rapport septembre 2018 ok)</p> <p>Sur les non-conformités soulevées lors des contrôles périodiques, des devis de réparation sont en cours. → L'exploitant devra tenir à disposition de l'inspection les justificatifs correspondants.</p> <p><u>Constat le 04/10/2022 :</u> L'exploitant a présenté un document émanant de Desautel daté du 01/02/2022 ne mentionnant plus d'anomalie (Mention manuscrite) et une facture de réparation de la colonne sèche du 30/11/2020 d'un montant de 1110 euros TTC émanant de Hydrotherm industrie.</p> <p>L'exploitant a présenté un rapport d'intervention (n° : 03313858-001 - Desautel du 28/06/2022) portant sur les extincteurs (92) et les RIA (4). Ce document comporte des propositions de devis pour : - un extincteur présentant de la corrosion, - prévoir une protection renforcée des extincteurs suite à l'accumulation de poussières, - prévoir la mise à jour des plans d'évacuation suite à de nombreuses modifications.</p> <p>Le document mentionne également de prévoir la mise en conformité N4 suite aux modifications. Pour les extincteurs, l'exploitant a présenté un devis du 29/06/2022 émanant de Desautel (Référence DET-53477 d'un montant de 621,37 euros HT et un autre devis Desautel (Référence DET-53495 d'un montant de 304,84 euros HT pour le prévisionnel 2023).</p> <p>Pour la détection incendie, l'exploitant a présenté deux rapports d'intervention Desautel (n° : 03274463-001 du 07/04/2022 et n° : 03357460-001 du 19/09/2022). Ces documents indiquent que des devis sont à réaliser pour le remplacement de batteries à 4 ans.</p> <p>L'exploitant apportera les correctifs nécessaires à ses installations et fournira des attestations suivant les référentiels en vigueur de conformité de ses équipements en conception et en exploitation.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 9.2.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Oui |
| Prescription contrôlée : Vérification annuelle des installations électriques |
| <p>Constats :</p> <p><u>Constat le 06/12/2018 :</u> Le rapport de vérification des installations électriques de l'APAVE de mars 2018 fait état de non-conformités dont certaines sont récurrentes. L'exploitant a mis en place un plan de résorption des non-conformités pour traiter les principaux écarts. Les mesures correctives sont tracées. Le rapport Q18 signale que les installations peuvent entraîner des risques notamment du fait de l'accumulation de poussières dans les armoires (remarque idem pour Q19). → l'exploitant est tenu de prendre toutes mesures correctives pour garantir que ses installations électriques ne puissent être à l'origine d'un sinistre. Les opérations de résorption des écarts doivent être tracées.</p> <p><u>Constat le 04/10/2022 :</u> L'exploitant a présenté un compte rendu de vérification Q18 datant du 08 décembre 2021. Ce document indique que les installations peuvent présenter des risques d'incendie ou d'explosion. Le document indique également des limites dans la vérification qui n'a donc été que partielle et une non autorisation de coupure totale. 9 remarques dont certaines datent de 2019 sont à l'origine de cette conclusion. Le rapport complet de l'APAVE daté du 20/12/2021 mentionne 30 observations. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la levée des non conformités menant en particulier à la conclusion que les installations peuvent présenter des risques d'incendie ou d'explosion. Il est donc proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant sur ce point en lui demandant de justifier sous 3 mois la levée des 9 remarques menant à la conclusion que les installations peuvent présenter des risques d'incendie ou d'explosion suite à une vérification complète des installations. A noter que le Q19 délivré à la suite d'une intervention le 18/08/2022 ne mentionne pas d'anomalie.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 7 : R1 - 2018 - Vérification des niveaux sonores

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 7.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Vérification des niveaux sonores |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Vérification triennale des niveaux sonores précisés en 7.2.1 et 7.2.2 |
| Constats : L'exploitant a présenté un rapport de mesure de Dekra du 12/05/2022. Ce document comporte les conclusions suivantes : PERIODE JOUR : . Dépassement de l'émergence réglementaire autorisée le jour au point LIM ZER 1 (7 dB(A) pour 5 dB(A) réglementaire). PERIODE NUIT : . Dépassement de l'émergence réglementaire autorisée la nuit au point LIM ZER 1 (6 dB(A) pour 3 dB(A) réglementaire). . Dépassement des niveaux sonores réglementaires la nuit au point LIM 2 (63,5 dB(A) - L50 pour 60 dB(A) réglementaire). L'exploitant transmettra le plan d'action prévu à l'article 7.4 de l'arrêté préfectoral du 26/03/2013 puis les résultats d'une nouvelle campagne de mesure justifiant du retour à la conformité. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Séparation des déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 6.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Déchets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Séparation des déchets |
| Constats : Il a été observé lors de la visite une benne sur la zone déchets avec des défauts de tri (déchets en mélange). L'exploitant devra y remédier dans les meilleurs délais. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : Rétention

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2013, article 9.4.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Rétention |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Article 9.4.2 Rétention des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols |
| Constats : Il a été observé lors de la visite un container avec des eaux de lavage au niveau de la zone déchets en bordure d'une haie sans rétention. L'exploitant devra y remédier dans les meilleurs délais. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 10 : Modification des installations

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2021, article R. 181-46 |
| Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Retour sur porter à connaissance |
| Constats : L'inspection des installations classées a échangé avec l'exploitant sur son porter à connaissance du 08/08/2022 concernant la modification de ses installations. Un retour formalisé lui avait été effectué en parallèle par la préfecture. Il est en particulier important que le porter à connaissance aborde toutes les modifications intervenues depuis 2013 et mette à jour l'intégralité de la situation administrative. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 11 : Dossier de ré-examen IED

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/05/2017 – Article R. 515-70 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Dossier de ré-examen IED |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Retour sur le dossier de ré-examen |
| Constats : L'instruction du dossier de ré-examen IED de l'exploitant est close. Il a cependant été rappelé à l'exploitant les points méritant d'être améliorés à l'issue de l'instruction du dossier de ré-examen en vue des inspections susceptibles d'être menées sur ce thème à compter de décembre 2023. Ces points figurent dans un courrier de la préfecture adressé à l'exploitant. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |